

## LE FFS CÉLÈBRE LA LIBERTÉ DE LA PRESSE ET LA FÊTE DES TRAVAILLEURS

## «La liberté de la presse n'est pas une revendication isolée»

**Le FFS considère que la liberté de la presse fait partie de l'ensemble de la revendication démocratique. C'est ce qu'a déclaré, hier, le premier secrétaire national par intérim, lors de son intervention devant des participants à une rencontre à l'occasion de la célébration de la journée mondiale de la Presse.**

**Abder Bettache - Alger (Le Soir)** - «Au FFS, nous sommes pour une presse plurielle, libre et indépendante, une presse au service de la démocratie, une presse au service de l'Algérie et des Algériens et non pas le contraire. On ne peut pas parler de démocratie dans un pays où la presse est bâillonnée comme on ne peut pas prétendre avoir une presse libre et autonome dans un Etat autoritaire, plein de verrous», conclut M. Aouchiche.

En effet, le FFS a saisi la date du 3 mai pour évoquer également la date du 1<sup>er</sup> mai, qui coïncide avec la Fête internationale du travail. C'est dans ce cadre qu'il fera savoir que «nous sommes réunis aujourd'hui pour célébrer deux dates, deux symboles majeurs et déterminants

dans la lutte des peuples pour leur liberté et leur émancipation: la Fête internationale des travailleurs et la journée mondiale de la Liberté de la presse. Ces deux dimensions, en dehors du caractère folklorique qu'on leur colle souvent, sont synonymes de luttas pour la liberté, l'égalité, la solidarité et la justice sociale».

Le premier responsable par intérim du FFS a rappelé en la circonstance «les positions et principes» qui fondent «la ligne directrice de notre parti». Il dira à ce propos «qu'au FFS, nous sommes pour l'Algérie du 1<sup>er</sup> Novembre 1954 et de la plateforme de la Soummam qui ont été l'œuvre de libération majeure réalisée par le peuple algérien, uni dans ses frontières et dans son



**Youcef Aouchiche, premier secrétaire par intérim du FFS.**

projet émancipateur de réalisation d'un Etat démocratique et social souverain !» Et d'ajouter : «Malheureusement, le pouvoir en place campe sur ses positions et continue de gérer d'une façon unilatérale et autoritaire les affaires du pays. L'absence d'une volonté

nationale pour amorcer un véritable changement dans le pays ne fait que nous précipiter vers l'inconnu. La crise multidimensionnelle qui frappe notre pays s'accroît de plus en plus».

Evoquant la liberté de la presse, M. Aouchiche dira également que

«la liberté de la presse n'est pas une revendication isolée des autres revendications démocratiques». Selon lui, «la démocratie politique et l'Etat de droit sont les seuls garants d'un développement économique durable, d'un pluralisme syndical effectif, d'une presse plurielle, libre et indépendante. C'est pour ces raisons que nous tenons à le redire encore une fois, le combat en faveur des droits des travailleurs, des libertés syndicales, de la liberté d'expression est indissociable de la recherche d'une solution globale à la crise multidimensionnelle qui frappe notre pays et notre société. Et la solution ne peut venir que de la reconstruction d'un consensus national qui consacrera la démocratie et l'Etat de droit dans le pays».

Il est à noter que lors de cette journée, plusieurs communications sont programmées et se rapportant notamment à la lutte syndicale, à la question économique et au monde de la presse.

**A. B.**

## PRESSE ECRITE

## Vers la suppression de l'autorité de régulation

**La loi sur l'information remontant à seulement quatre ans se verra corrigée à la faveur d'amendements visant, notamment, la suppression de l'autorité de régulation de la presse qu'elle institue mais qui n'a jamais vu le jour, tout comme d'ailleurs celle dédiée à l'audio-visuel dont l'installation s'est limitée à son président en attente de son remplacement, nommé sénateur en décembre dernier au titre du tiers présidentiel.**

**M. Kebci - Alger (Le Soir)** - C'est le ministre de la Communication qui l'annonce, expliquant cette démarche, hier mardi au forum du quotidien *El Moudjahid*, par le fait qu'«il n'y a pas pareil exemple de structure de par le monde» et qu'il y avait là un «doublant» du fait, explique-t-il, qu'il y a aussi

le conseil de l'éthique et de la déontologie de la presse écrite. Cette structure, annonce encore Hamid Grine, «sera installée prochainement de même que la commission du journaliste professionnel».

Au sujet du dossier du rachat du groupe médiatique *El Khabar* par une filiale du groupe Cévital de l'homme d'affaires Issaâd Rebrab, le ministre de la Communication a, d'abord, mis le doigt sur des velléités de certaines parties de «politiser l'affaire», considérant que «le seul terrain qui vaille est celui de la réglementation». Estimant que ladite «transaction est illégale», Grine soutient que tout le reste est «l'affaire de la justice», ajoutant que «l'Algérie est une République, je suis chargé de l'application de ses lois».

Le ministre de la Communication soutient, par ailleurs, que «l'Etat n'attaque pas, n'est pas subjectif et applique la loi», invitant un trio de journaux à «revenir à la raison et à ne pas verser dans l'injure et

l'insulte et ne pas trop noircir l'image du pays». Un trio de quotidiens qui, selon lui, s'est constitué en «lobby qui veut imposer ses lois à la République, sa vision et ses idées» et qui cultive selon lui, la «haine de l'Etat» et cultive une dictature de la pensée, unique et inique». Et de dénoncer une sale guerre menée contre sa propre personne par ce trio, affirmant lui opposer une totale indifférence car, se défend-il, «je n'ai pas volé, ni violé», invitant à «cesser ces attaques».

Insistant sur la professionnalisation du milieu de la presse et des médias, le ministre de la Communication a également abordé le dossier des chaînes de télévision offshore. «Nous avons fait preuve de tolérance et de sagesse», dit-il, promettant la «décantation» dans le milieu, annonçant, dans la foulée, que le projet de loi de création de service audiovisuel ainsi que le cahier des charges et bien d'autres textes, sont prêts».

**M. K.**

## L'ANP CONTINUE SA TRAQUE À KERKERA

## Un cinquième terroriste abattu hier à Skikda

Un cinquième terroriste a été abattu, hier après-midi à Skikda, par les forces de l'Armée nationale populaire (ANP), et ce, en continuité à une opération de ratissage, toujours en cours, menée dans la localité de Kerkera, et qui s'est soldée par la neutralisation, fin avril, de quatre terroristes, indique le ministère de la Défense nationale (MDN) dans un communiqué.

«Dans le cadre de la lutte antiterroriste, un détachement de l'ANP a abattu un cinquième terroriste, cet après-midi du 3 mai 2016, près de la commune de Kerkera, wilaya de Skikda, 5<sup>e</sup> Région militaire et saisi son arme: un pistolet mitrailleur de type kalachnikov et 4 chargeurs garnis», précise le MDN.

«Cette opération vient en continuité du ratissage mené par les forces de l'Armée nationale populaire dans cette localité, et qui s'est soldée, les

29 et 30 avril 2016, par la neutralisation de quatre terroristes, dont les dénommés «B. Azouz» et «H. Sadek», deux dangereux criminels activant au sein des groupes terroristes depuis 1995 et qui étaient derrière plusieurs actes criminels dans la région», ajoute la même source.

Le MDN précise, en outre, que «cette opération est toujours en cours».

## COMMUNIQUÉ DU PARTI POUR LA LAÏCITÉ ET LA DÉMOCRATIE (PLD)

## L'Algérie est en sursis

**Le Parti pour la laïcité et la démocratie (PLD) attire à nouveau l'attention de l'opinion algérienne sur la crise profonde que traverse le pays. Une crise multidimensionnelle qui menace l'Algérie alors que «le pouvoir ne semble pas avoir pris la mesure de la gravité de la situation et joue avec le feu», écrit-il dans un communiqué publié à l'occasion du 1<sup>er</sup> Mai.**

Le PLD décortique la situation point par point. Sur le plan sécuritaire d'abord, elle est jugée «explosive». Il évoque la «menace sur nos frontières et l'effondrement de l'Etat libyen qui ont décuplé les capacités meurtrières du terrorisme islamiste et créé des conditions propices à la dislocation du territoire. La récente découverte d'armes lourdes dans

différentes villes est la preuve de la porosité de nos frontières et le témoignage irréfutable que l'occupation d'une partie du pays par Daesh n'est plus improbable». Le même communiqué évoque une autre menace, celle de projets sombres de certains pays à l'égard de l'Algérie. «L'Arabie Saoudite de connivence avec son allié straté-

gique, le Maroc, participe à la destitution de notre pays, tente de l'isoler politiquement sur la question du Sahara occidental et d'y imposer définitivement l'hégémonie du courant islamiste (...)

L'Arabie Saoudite organise aussi des actes de sabotage économiques à l'encontre de l'Algérie. Elle fait payer au prix fort le refus de rejoindre sa coalition contre le Yémen en faisant baisser les cours du pétrole par le dopage de la production pétrolière des pays de l'Opep (...)

Les réserves engrangées par l'Algérie grâce à l'embellie pétrolière de ces dernières années ont pour l'instant réussi à contrôler

cette dépression financière mais pour combien de temps encore ?»

Le PLD s'interroge ensuite si «l'Algérie sera en mesure de payer ses fonctionnaires à l'avenir et si elle pourra maintenir le niveau de ses importations sachant que les trois quarts des besoins des ménages sont satisfaits par des achats à l'étranger».

Le communiqué du PLD s'arrête également sur le retour de Chakib Khelil, «un sinistre individu auquel le pouvoir vient de dérouler le tapis rouge alors qu'il a dilapidé sans vergogne les deniers de l'Etat et failli brader Sonatrach (...) Blanchi et promu en candidat potentiel à la magistrature suprême pour ser-

vices rendus ce mercenaire de la finance internationale lorgne désormais du côté des manettes du pouvoir».

«Notre économie, poursuit le PLD, est à l'agonie (...) ni le secteur public ni le secteur privé ne sont de nature à faire face aux effets de la crise car tous deux sont édifiés à l'ombre de l'argent facile de la rente et de la corruption». Il conclut : «L'Algérie est en sursis» et en appelant à une «transition nationale et patriotique accompagnée par une ANP attachée à des valeurs de la République (...) elle a la responsabilité de reprendre l'initiative pour remettre le pays sur les rails...»

**R. N.**